

Tour d'horizon

Autor(en): **Chouet, Jean-Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **130 (1985)**

Heft 10

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344631>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

TOUR D'HORIZON

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Greenpeace a perdu un bateau qui sera aisément remplacé, et un photographe; la France a sacrifié un bon ministre de la Défense, une réputation d'habileté dans l'usage des agents spéciaux, et, au moins pour un temps, l'amitié indispensable des deux grands Etats du Pacifique-Sud qui ont avec elle des intérêts stratégiques communs. Tel est le bilan provisoire de cette affaire du *Rainbow Warrior* qui a rebondi tout l'été. Peu important ici l'accès de vertuisme politico-journalistique qui a saisi nos voisins, et ses conséquences préélectorales. En revanche, trois constatations s'imposent: premièrement, les Français, toutes tendances partisans confondues, admettent la nécessité des expériences atomiques qui, selon le général Lacaze, devraient se poursuivre trente ans encore à Mururoa, parce que la réalité de la force de dissuasion nucléaire est à ce prix; deuxièmement, la poursuite de cet objectif implique que la France ne perde pas la Polynésie – et sa sentinelle néo-calédonienne – aussi naïvement qu'elle a perdu le Sahara; troisièmement, et malgré les apparences auxquelles les coups de gueule de Wellington et de Canberra donnent crédit, les pays d'Australasie, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, tous présents dans la région, sont condamnés à s'entendre s'ils ne veulent pas que l'URSS, qui pousse ses

pions économiques sur les mini-Etats décolonisés, s'installe, sa puissance navale aidant, sur les voies maritimes qui conduisent d'une part vers l'Atlantique par la pointe de l'Amérique du Sud, et d'autre part à l'océan Indien en évitant les détroits, militairement périlleux, qui se situent entre Singapour et le continent australien.

On est donc bien au-delà de la vulgaire bagarre entre James Bond et les écolos. Une grande partie stratégique se joue sur les mers. Le Pacifique-Sud est l'un de ses théâtres principaux, mais ce n'est, bien sûr, pas le seul. Et, par une curieuse coïncidence, les vastes manœuvres commencées en juillet par la flotte soviétique au large de la Norvège ont mis en évidence l'universalité de cette compétition. Il est apparu à cette occasion que cette flotte, ou plus précisément ses escadres du Grand-Nord et de la Baltique, sont appelées non seulement à protéger l'énorme complexe des bases aéro-navales, nucléaires et sous-marines de la presqu'île de Kola et à couvrir la calotte polaire sous laquelle peuvent opérer les submersibles lanceurs d'engins, mais encore à porter cette «défense en avant» jusqu'aux eaux baignant l'Islande, le nord de l'Ecosse et le sud de la Norvège, autrement dit aux entrées de l'Atlantique et de la mer du Nord. Autrement dit encore, à assurer le débouché vers

les voies transatlantiques qui, en cas de conflit, seraient vitales pour les Occidentaux.

Mais revenons un instant à cette guerre secrète dont l'affaire du *Rainbow Warrior* est l'une des rares émergences. On a vu la République fédérale d'Allemagne victime une fois de plus de la facilité avec laquelle sa sœur séparée de l'Est peut lui injecter ses espions; on a vu aussi comment la désertion d'un chef d'antenne du KGB – ou du GRU militaire – a permis au gouvernement britannique de lessiver quelques agents soviétiques dont les Suisses auront appris sans surprise qu'ils pouvaient se couvrir aussi bien de la qualité de travailleurs de l'*Aeroflot* ou des agences de presse russes que de celles de fonctionnaires d'ambassade. Moscou a riposté, homme pour homme. Mais s'il a eu l'avantage de tailler dans des effectifs plus faibles que les siens, il a néanmoins perdu au change. Car le Royaume-Uni a éliminé des espions, alors que l'URSS s'est vengée sur de vrais diplomates et de vrais journalistes.

*
* *

Egalement affectées par leurs histoires respectives d'agents spéciaux et d'espions, la France et l'Allemagne n'en restent pas moins préoccupées de leurs intérêts stratégiques communs, ou en tout cas convergents. Pas à pas, dans le cadre de l'harmonisation à laquelle le président Mitterrand et le

chancelier Kohl sont convenus de donner enfin un contenu concret, la France se fait à l'idée que la défense de ses «intérêts vitaux» l'oblige à mettre la RFA au bénéfice de sa capacité de dissuasion nucléaire. Attitude de principe dont la seule conséquence pratique et utile devrait être de porter les armes atomiques françaises «du champ de bataille» très en avant dans le territoire allemand. La décision n'est pas prise, et pas facile à prendre. Car Paris doit considérer la réaction soviétique, et les problèmes de coordination qu'il faudra résoudre avec les Américains.

Pour ces derniers, deux expériences importantes ont marqué en septembre l'avancement des recherches liées à l'Initiative de défense stratégique du président Reagan: la destruction d'un satellite hors d'usage par un engin non nucléaire lancé d'un avion F-15, et l'essai, satisfaisant semble-t-il, d'une arme antimissile à rayon laser. Moscou a réagi avec aigreur, accusant les Etats-Unis de saboter ses efforts de paix et menaçant de suivre, s'il le fallait, leur déplorable exemple.

Ces déclarations sont évidemment faites à l'intention des *media* occidentaux, dont la plupart marchent comme des aiguisés lorsqu'on évoque la «guerre des étoiles». Mais Washington ne se laisse pas impressionner, parce qu'il comprend que, pour le Kremlin, il s'agit d'empêcher les Américains de rattraper leur retard, et si possible de reprendre l'avantage dans une course où les Soviétiques ont

démarré très fort, et depuis longtemps. L'élaboration de systèmes antimissiles a commencé au début des années soixante – M. Khrouchtchev s'en vanta d'ailleurs à l'époque – parallèlement au développement des missiles; les essais de satellites « tueurs » ont été menés dès la fin de la même décennie, et, dans la suivante, l'URSS a travaillé sur les armes à rayonnement, si assidûment que, à ce que l'on en pense à l'OTAN, divers types seraient opérationnels dans les années nonante. A ce niveau de compétition, on voit mal comment MM. Reagan et Gorbatchev pourraient s'entendre pour défaire d'un coup tout ce qui a été fait.

*
* *

Ce qui précède relève, nous dira-t-on avec raison, du tour au-delà de l'horizon. Reste donc à parler des conflits et des guerres effectives qui bouchent l'horizon. En ce début d'automne, il y en a de latents, de stagnants et d'actifs. Pour simplifier, on laissera aujourd'hui de côté les affrontements internes ou locaux, nombreux en Afrique et en Asie, qui sont momentanément de portée limitée, et l'on retiendra six situations.

La première entre dans la catégorie des conflits latents, et il s'agit de l'Afrique du Sud, qui n'a pas grande-peine à réagir efficacement aux entreprises de la SWAPO s'infiltrant en Namibie à partir de l'Angola, et de la guérilla du Congrès national afri-

cain désormais basée dans le Botswana voisin, mais qui reste sous la menace du corps expéditionnaire cubain implanté à demeure en Angola, et qui, surtout, doit, dans le temps même où elle libéralise son système de développement séparé, faire face à l'offensive hétéroclite de ceux qui, sous couleur de condamner l'*apartheid*, servent consciemment ou non des intérêts stratégiques parfaitement définis. L'Afrique du Sud domine la voie maritime, essentielle pour le monde occidental, qui contourne le cap de Bonne-Espérance; elle recèle d'autre part, avec l'Union soviétique pour principale rivale, tous les métaux rares indispensables à la technologie militaire de l'Occident. On voit donc bien pourquoi le camp oriental, manipulant de braves champions des droits de l'homme, jusques et y compris les membres du Congrès américain – électorat noir oblige – cherche à renverser le pouvoir de Pretoria, au risque de nuire aux Noirs qui ont, en Afrique du Sud, un niveau de vie très supérieur à celui de n'importe quel autre pays africain.

Deuxième catégorie, celle des guerres plus ou moins stagnantes. Il y a celle du Cambodge, où les saisons rythment les opérations militaires. Il n'empêche que Hanoï garde ses divisions sur le terrain conquis, vietnamise à toute allure – comme les Russes ont russifié les Etats baltes – et que la résistance khmère poursuit sans relâche ses coups de main contre les voies de communication importantes pour

l'adversaire et pour son gouvernement satellite. Ce qui incline à penser que les combats reprendront dès la saison sèche, et que l'on doit rester sceptique devant la promesse faite par les communistes vietnamiens de retirer leur corps expéditionnaire vers 1990.

Il y a la guerre irano-irakienne, entrée dans sa sixième année sans résultat. L'aviation irakienne, armée d'*Exocet*, a intensifié récemment ses raids contre le terminal pétrolier de l'île de Kharg. Les exportations pétrolières iraniennes en sont gênées, mais cela ne fait pas encore une victoire décisive, qu'aucun des deux adversaires ne paraît en état de construire. Il y a enfin la guerre insurrectionnelle qui atteint trois, voire quatre des Etats de l'Amérique centrale: Nicaragua, Salvador, Honduras, Guatemala. Une guerre à deux étages, puisque les Etats-Unis d'un côté, Cuba et l'URSS de l'autre, se profilent derrière les combattants. A l'étage supérieur, la situation s'est clarifiée depuis que, au début de l'été, le Congrès américain a admis que le Président pourrait envoyer de sa propre autorité des troupes au Nicaragua s'il y avait risque évident d'agression contre les Etats-Unis ou leurs alliés, piraterie ou terrorisme contre leurs ressortissants, ou encore implantation d'armes nucléaires ou acquisition de Mig par le gouvernement de Managua. On peut donc penser que Fidel Castro et Gorbatchev y regarderont à deux fois avant d'installer sur des bases d'ores et déjà préparées des avions au rayon d'ac-

tion suffisant pour dominer, outre les détroits de Floride et du Yucatan, les approches du canal de Panama. L'affaire de la Grenade les a instruits et rendus prudents. Ce qui ne dispense pas les Etats-Unis de veiller, demain comme hier, à la sécurité de voies de communication dont dépendent leurs possibilités d'action dans le Pacifique, mais aussi leur capacité d'alimenter un théâtre d'opérations européen.

*
* *

Quant aux conflits véritablement actifs, il y en a deux. Celui du Liban d'abord. En apparence, il s'est réduit, depuis le retrait israélien, à la confrontation féroce et anarchique de clans musulmans, chrétiens et étrangers au pays (Palestiniens, Iraniens). C'est la façade, tragique et quotidiennement éclaboussée de sang. Mais, derrière elle, il y a la confrontation fatale de la Syrie et d'Israël. De la première, protégée par l'URSS, dépend l'armement des diverses milices libanaises qui se combattent, qu'elles soient pro ou antisyriennes, comme on l'a vu dans les récents combats de Tripoli. Damas joue des unes contre les autres, accentuant à la faveur de leurs affrontements la dépendance croissante dans laquelle il tient sa «province» libanaise. Seuls échappent à son pouvoir quelques commandos de l'OLP qui agissent contre Israël à partir de leurs bases algériennes, et l'armée du Sud-Liban ravitaillée et inspirée par

Jérusalem. Combien de temps les Libanais, jouets et victimes d'un antagonisme étranger, serviront-ils encore de personnes interposées? On ne saurait le dire, mais on peut bien imaginer que, le Liban laminé, Syriens et Israéliens se retrouveront face à face, en prise directe.

L'autre affrontement majeur, c'est bien sûr celui de l'Afghanistan, le seul où une puissance mondiale s'affronte à un petit peuple solitaire et décidé à ne pas mourir. Deux mois après leur grosse offensive dans la vallée du Kunar, qui longe la frontière pakistanaise au nord de la grande route Kaboul-Peshawar, les Soviétiques sont repartis en août à l'attaque, cette fois au sud de cet axe, dans la province du Paktia. Un compartiment cloisonné différemment, mais où les objectifs tactiques étaient de même nature. Comme dans le Kunar, et avec les mêmes moyens, il s'agissait pour l'agresseur de dégager une garnison

assiégée, celle de Khost, de fermer une porte vers le Pakistan, et subsidiairement de prendre à revers les Afghans qui, à partir du Logar, harcèlent constamment la capitale.

Les combats ont été très durs, mais pas plus décisifs, semble-t-il, que lors des offensives précédentes. A leur habitude, les Afghans ont rompu à temps et gagné leurs refuges à l'écart et au-dessus des voies de communication. Pour exploiter durablement les succès qu'ils obtiennent naturellement au début de chacune de leurs grosses opérations, les Soviétiques devraient consentir à occuper le terrain qui domine les routes et les postes. Mais, pour cela, il leur faudrait doubler ou tripler leurs effectifs d'infanterie. Ils ne le veulent pas, ou du moins pas encore. Il y a dans cette retenue l'une des raisons de l'efficacité et de la durée de la défense active menée par les Afghans.

J.-J. C.

Une critique équitable ne doit pas prendre pour mesure le déroulement des faits et la connaissance des circonstances tels qu'ils sont disponibles après coup. Au contraire, elle doit se demander ce que les chefs savaient de ces données au moment de leur action.

VON MOLTKE